

2 Politique

Union nationale (UN)/Dans la perspective de la Présidentielle de 2016

Les Souverainistes court-circuitent la hiérarchie du parti

J-C.A

Libreville/Gabon

Eh adoubant Jean Ping qui n'est même pas un militant de leur formation politique, sans attendre l'avis des instances dirigeantes, ce courant de l'UN vient encore compliquer l'équation et risque fort bien d'entraîner la chienlit entre partisans et opposants du choix de leur candidat, qui intervient quelques semaines après la sortie dans le même sens de Jean Eyeghe Ndong.



Photo : JCA

Une vue de l'assistance.



Photo : JCA

"Les Souverainistes" au cours de la conférence de presse de samedi.

CE qui se murmurait dans les chaumières depuis un certain temps vient d'être rendu public. Jean Ping sera, en effet, le joker du groupe dit "Les Souverainistes", un courant de l'Union nationale (UN) à l'élection présidentielle de 2016. L'annonce a été faite samedi dernier à la Chambre de Commerce, à l'occasion d'une conférence de presse animée par les principaux responsables de ce courant, entre autres, Fabien Mbeng Ekorezok, Pr John Nambo, Michel Ongounda Loundah, Annie Léa Meyé, Aubame, etc. Un adoubement qui intervient après la sortie tonitruante, il y a quelques semaines, de Jean Eyeghe Ndong, l'un des Vice-présidents de

l'UN. Ce dernier avait été le premier, il y a quelques semaines, à porter son choix sur l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA), provoquant du coup une levée de boucliers du côté du siège du parti, à l' "Ancienne Sobraga". A la Chambre de Commerce donc, le coordonnateur national des "Souverainistes", Fabien Mbeng a fait la genèse du mouvement. Ensuite John Nambo, prenant la parole à son tour, a tout de suite lâché à l'endroit de l'assistance : «*Si vous voulez savoir qui sera le candidat des Souverainistes, eh bien, sachez que ce sera Jean Ping et personne d'autres*». L'abcès était percé. S'agissant des motivations ayant conduit à ce choix pour le

moins controversé, le directoire de l'UN ne s'étant pas encore prononcé sur la question, l'universitaire a déclaré que l'opposition a besoin d'une personne déterminée qui puisse montrer la marche à suivre. En effet, a-t-il poursuivi, après les décès successifs de Pierre Mamboundou et d'André Mba Obame, deux leaders qui avaient, selon lui, un charisme et une capacité de mobilisation extraordinaire, le camp de l'opposition s'est retrouvé comme orphelin. Il fallait donc trouver une personne qui puisse remobiliser le peuple, et Jean Ping est, selon lui, la personne la mieux indiquée pour remplir cette mission. La formalisation de ce soutien devra, par ailleurs, se faire

dans les toutes prochaines semaines, a en outre, ajouté John Nambo. S'agissant des détracteurs, qui estiment que cet adoubement est précipité au regard des conditions d'organisation actuelles des scrutins et que la priorité devrait plutôt être accordée à la mise en place des mécanismes devant garantir la transparence, John Nambo a rétorqué tout sec : «*C'est un faux débat*». Pour lui, ceux qui soutiennent cette option avantagent le pouvoir, car une élection se prépare à plus ou moins long terme". Ce qui revient à dire que le combat pour la transparence ne peut être efficace que lorsqu'un candidat a été officiellement désigné en temps opportun. Aussi a-t-il lâché

: «*L'heure a sonné pour que le peuple sache qui conduira le changement qu'il attend depuis plusieurs années*». Et Aubame de renchérir : «*Nous avons travaillé avec Ping et voyons ce que ça donne sur le terrain*». Les orateurs ont, en outre, fait savoir à l'auditoire que ce sont eux qui avaient convaincu Jean Ping de démissionner du PDG et de les rejoindre. Ce que ce dernier fit sans hésiter une seconde. Depuis lors, leurs relations se sont renforcées au point qu'ils ne voient personne d'autre être capable de défendre les couleurs de l'opposition. Au cours de cet échange avec la presse, les "Souverainistes" ont présenté à l'assistance leurs nouveaux adhérents. Il s'agit de Philibert

Andzembé, Pauline Nyngone et des responsables de certaines formations politiques pas très connues du public. Reste à savoir quelle va être la réaction du directoire de l'UN, des structures spécialisées du parti et même des militants face à cet acte de défiance, bien qu'on ait noté à cette occasion la présence de Jean Ntoutoume Ngoua et de Gérard Ella Nguema. Car, d'après certaines indiscretions, le présidium n'aurait pas apprécié la sortie unilatérale de Jean Eyeghe Ndong relative à la candidature de Jean Ping. Et l'acte II que viennent de poser les "Souverainistes" sera-t-il de nature à ramener la sérénité dans les rangs de l'UN?

La Semaine de ...

Une question de logique, mais...

POUR aller droit au but, on soulignera d'entrée que la présente chronique sera consacrée à l'opposition. Cela suite non seulement au point de presse du porte-parole du Parti social démocrate (PSD), jeudi, mais surtout à la conférence de presse du mouvement "Les Souverainistes", considéré comme un courant de l'Union nationale (UN) et qui regroupe plusieurs cadres en son sein. Toutefois, il serait quand même gênant de ne pas revenir, un tant soit peu, sur deux initiatives ayant également marqué l'actualité au cours de la semaine écoulée. Il s'agit de la visite inopinée du ministre de l'Economie au bureau des douanes d'Owendo et chez certains grossistes, d'une part ; et d'autre part, de la descente du directeur général des Finances publiques dans le cadre du programme de rénovation du patrimoine de l'Etat... Dans le premier cas, on retiendra que Régis Immongault n'a pas caché sa déception de constater qu'au bureau des douanes d'Owendo, le plus important du pays, les horaires de travail en vigueur dans l'administration ne sont pas respectés. De même, certains grossistes ne respectent pas, eux non plus, la mercuriale. Des voix se sont élevées pour demander quels objectifs réels visait cette initiative ministérielle, à part faire le Saint Thomas ? Cela d'autant plus que, chacun sait qu'en homme rigoureux qu'il est, le ministre de l'Economie sait pertinemment ce qui se passe dans cette administration. Tout comme, il sait que selon la loi, l'intervention de l'Etat pour réguler les prix en régime concurrentiel comme le nôtre,

ne doit pas excéder une période de six mois. Dans cette logique, l'arrêté en vigueur actuellement ne peut qu'être caduc puisqu'il date d'avant même son arrivée. Le gouvernement actuel date d'octobre 2014.

Au regard de ce qui suit, si cette visite du patron de l'Economie reste sans suite, elle ressemblera ni plus ni moins à une simple tournée du propriétaire dont il pouvait se passer, compte tenu de l'ampleur de sa tâche...

S'agissant du directeur général du Budget et des Finances publiques, administration qui concentre les compétences des anciennes directions générales du Budget, du Contrôle des Ressources et des Charges publiques et celle des Marchés publics, il faut d'abord constater que l'évolution des pratiques a fait en sorte que : ce qui hier était réservé au ministre (c'est-à-dire l'annonce des programmes relevant de la politique gouvernementale) est désormais fait par un directeur général. Fut-il d'une administration tentaculaire.

Qu'à cela ne tienne ! Parmi les faits ayant retenu notre attention, il y a d'abord cette déclaration de M. Jean Fidèle Otandault, le "patron du Budget et des Finances publiques" : «*Les édifices à détruire reconnaîtront des mesures spécifiques pour le relogement des occupants*». Ensuite l'un des objectifs visés par ce programme qui coûtera 11 milliards de F CFA aux contribuables gabonais, est de permettre aux PME gabonaises d'accéder facilement à la commande publique.

Dans un cas comme dans l'autre, croisons les doigts, quand on sait comment les

choses se passent dans notre pays en matière de gestion des marchés de l'Etat, notamment au niveau de l'identité des PME qui en bénéficient souvent. C'est sans doute ce qui a inspiré ceux qui ont combattu la création de cette direction générale, estimant qu'elle était juge et partie.

De l'opposition maintenant

Comme souligné plus haut, l'opposition a effectué deux sorties au cours de la semaine qui s'est achevée hier. D'abord le porte-parole du PSD, au siège du parti sis à l' "Ancienne Sobraga" ; puis le mouvement "Les Souverainistes", à la Chambre de Commerce de Libreville.

En ce qui concerne le PSD, il s'agissait de revenir sur la problématique d'une candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle de 2016. De sa déclaration on retiendra que le président du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou qui assure actuellement la présidence tournante de l'Union des forces pour l'alternance (UFA), groupement de l'opposition allié au Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA), sera candidat à une éventuelle primaire au sein de ce camp politique. Et dans cette perspective, il entreprendra prochainement une tournée à l'intérieur du pays pour s'adresser aux populations sur son ambition.

Il sera ainsi sur les traces de Jean Ping qui a débuté l'action sur le terrain depuis plusieurs semaines.

S'agissant du mouvement "Les Souverainistes", la principale information à retenir de leur conférence de presse de samedi,

c'est leur décision d'adoubant Jean Ping pour la prochaine Présidentielle.

En toute objectivité, on reconnaîtra que c'est plutôt le contraire qui aurait surpris. D'autant plus que, et les responsables dudit mouvement l'ont d'ailleurs rappelé, ce sont eux qui sont partis convaincre l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) à rejoindre l'opposition. A partir de là, la logique voudrait qu'ils le soutiennent jusqu'au bout.

Toutefois, cette attitude n'aurait pas interpellé outre mesure si ce mouvement n'avait pas été un courant d'un parti politique supposé organisé comme l'Union nationale. Surtout quand le choix opéré s'effectue en dehors de ladite formation politique. Autant on peut comprendre que par stratégie (afin de ratisser large), Jean Ping a préféré jusqu'ici ne militer dans aucun parti politique, autant on peut se demander, ce qui adviendrait si jamais la hiérarchie de l'UN se prononçait en faveur de quelqu'un d'autre...

On peut également se demander si "Les Souverainistes", et avant eux Jean Eyeghe Ndong, un des vice-présidents de l'UN, ne sont pas animés par un sentiment de suspicion vis-à-vis du directoire dudit parti. Soupçonneraient-ils le président de l'UN, Zacharie Myboto et les autres, d'avoir un plan à eux ? La suite des événements édifiera les uns et les autres.